



**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
28 mars 2002  
Français  
Original: anglais/russe

**Assemblée générale  
Cinquante-sixième session  
Point 166 de l'ordre du jour  
Mesures visant à éliminer le terrorisme international**

**Conseil de sécurité  
Cinquante-septième année**

**Lettre datée du 27 mars 2002, adressée au Secrétaire général  
par les Représentants permanents de la Fédération de Russie  
et du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Nous avons l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration conjointe du Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie et la Ministre des affaires étrangères du Japon sur la lutte contre le terrorisme international, adoptée à l'issue de la réunion tenue à Tokyo le 2 février 2002 (voir annexe).

Nous vous serions obligés de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 166 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent du Japon  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Yukio **Sato**

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent de la Fédération de Russie  
auprès de l'Organisation des Nations Unies  
(Signé) Sergey **Lavrov**



## Annexe

[Original : russe]

### **Déclaration conjointe du Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie et de la Ministre des affaires étrangères du Japon sur la lutte contre le terrorisme international**

Le 2 février 2002, le Ministre des affaires étrangères de la Fédération de Russie, Igor Sergeevitch Ivanov, et la Ministre des affaires étrangères du Japon, Yoriko Kawaguchi, compte tenu des résolutions 1368 (2001) et 1373 (2001) du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies, de la Déclaration de septembre des dirigeants des pays du Groupe des Huit et de la Déclaration sur la lutte contre le terrorisme des dirigeants des pays de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique d'octobre 2001, ont étudié l'élargissement de leur coopération bilatérale pour la lutte contre le terrorisme international. Les parties, se fondant sur les vues exprimées dans la Déclaration commune sur la coopération entre la Fédération de Russie et le Japon dans les affaires internationales, signée en septembre 2000, se sont réaffirmées disposées à renforcer cette coopération.

Le Gouvernement de la Fédération de Russie et le Gouvernement japonais condamnent de la façon la plus résolue les actes terroristes perpétrés le 11 septembre 2001 aux États-Unis d'Amérique et expriment leur profonde sympathie et leurs condoléances aux victimes, ressortissants de nombreux pays, et à leur famille, ainsi qu'au peuple et au Gouvernement des États-Unis.

À cet égard, les parties déclarent ce qui suit :

1. Le terrorisme international est une menace pour la paix et la sécurité internationales. Tout acte, toute méthode, toute pratique terroriste, quels qu'ils soient, sont criminels et injustifiables, de quelque origine qu'ils soient et quels qu'en soient les auteurs et les motifs.
2. La lutte contre le terrorisme international, qui est désormais l'une des tâches prioritaires de la communauté internationale, exige les efforts conjugués de tous les États du monde. Le rôle principal est en l'espèce dévolu à l'Organisation des Nations Unies. Une place de choix dans la lutte contre le terrorisme international revient aux instances mondiales, notamment au Groupe des Huit. Il est très important aussi que la communauté internationale renforce sa solidarité à tous les niveaux, notamment par une concertation et une coopération efficaces entre pays de la région Asie-Pacifique, soit bilatérales, soit au sein d'organismes tels que le Forum régional de l'ASEAN, l'Association de coopération économique Asie-Pacifique et d'autres.
3. Les parties, guidées par la Charte des Nations Unies et d'autres instruments juridiques internationaux, ne négligeront rien pour prévenir et réprimer à l'avenir les actes de terrorisme sous toutes leurs formes. Elles continueront à coopérer étroitement au sein de l'ONU et du Groupe des Huit et dans d'autres instances internationales, afin d'appliquer comme il se doit les résolutions 1368 (2001) et 1373 (2001) du Conseil de sécurité. L'entrée en vigueur de la totalité des 12 conventions contre le terrorisme serait un progrès très important en ce sens. Les parties chercheront en particulier à promouvoir à cet égard l'entrée en vigueur la plus rapide possible de la Convention internationale pour la répression du

financement du terrorisme, mentionnée dans la résolution 1373 (2001) du Conseil de sécurité, et à soutenir les efforts déployés par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour que le cercle le plus large possible d'États adhère aux 12 conventions.

Conscientes des problèmes que pose la lutte contre le terrorisme international, les parties estiment qu'il faut achever le plus vite possible l'élaboration d'une convention d'ensemble sur la lutte contre le terrorisme international et d'une convention sur la lutte contre les actes de terrorisme nucléaire, et les faire adopter.

4. Considérant qu'un grand coup a été porté contre les terroristes internationaux et les groupes terroristes se trouvant sur le territoire afghan sous le régime des Taliban, et que l'Administration intérimaire commence à fonctionner en Afghanistan, les parties soutiennent l'action des forces internationales de maintien de l'ordre déployées sur le territoire afghan en vertu de mandats de l'ONU afin de doter de la stabilité et de la cohérence constructive voulues le processus d'édification gouvernementale dans ce pays.

En outre, conscientes du caractère indissociable des processus de rétablissement et de consolidation de la paix, les parties, en vue de soutenir les Accords de Bonn du 5 décembre 2001 et tenant compte des orientations prioritaires du relèvement énumérées par l'Administration intérimaire afghane à Tokyo, lors de la Conférence ministérielle sur l'aide à la reconstruction de l'Afghanistan, appellent l'ONU et la communauté internationale à apporter leur aide à cette fin, et réaffirment, pour leur part, leur intention de concourir à la reconstruction du pays.

5. Les parties confirment leur intention mutuelle de prendre les mesures ci-après en vue d'éliminer au plus vite et définitivement le terrorisme :

- 1) Coopérer pour prévenir et empêcher la préparation et la réalisation d'actes terroristes sur leurs territoires respectifs;
- 2) Détenir et traduire devant la justice pénale les personnes impliquées dans la préparation et la réalisation d'actes terroristes, et favoriser le développement de la coopération bilatérale à ces fins;
- 3) Dans le respect des normes du droit international et de la législation nationale, veiller à ce que les terroristes n'agissent pas sous le couvert d'organisations, groupements et associations, notamment d'action caritative, sociale et culturelle;
- 4) Faire le nécessaire pour lutter contre le financement des terroristes et des organisations terroristes et l'empêcher;
- 5) Faire le nécessaire, chacune sur son territoire, pour empêcher que tombent aux mains de terroristes des matériaux et des technologies associés aux armes de destruction massive (nucléaires, biologiques et chimiques);
- 6) Poursuivre activement les consultations sous l'égide des services de politique extérieure de la Fédération de Russie et du Japon, afin de continuer à consolider la coopération bilatérale et multilatérale pour la lutte contre la menace terroriste mondiale;

7) Développer la coopération bilatérale pour la prévention des actes terroristes et la réaction à ces actes.

Le Ministre des affaires étrangères  
de la Fédération de Russie  
I. Ivanov

La Ministre des affaires étrangères du Japon  
Y. Kawaguchi

Le 2 février 2002

  

---